

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Soziologie = Revue suisse de sociologie
= Swiss journal of sociology

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Soziologie

Band: 9 (1983)

Heft: 2

Buchbesprechung: Bibliographie critique = Buchbesprechungen

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 21.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Droit suisse de la sécurité sociale.

Avec un aperçu de théorie générale et de droit international
de la sécurité sociale.

P.-Y. Greber

Edition Réalités sociales, Collection "Sécurité sociale", Lausanne, 1982.
Broché, 572 p. Prix: Fr. 85.—

*Prof. V. Lenoir-Degoumois, Faculté des sciences sociales et politiques,
Cité-Devant 2, 1005 Lausanne.*

En Suisse, la sécurité sociale ne se présente pas comme une construction harmonieuse et globale dans laquelle retrouver son chemin sans peine.

Elle revêt, au contraire, l'aspect d'un dédale compliqué dans lequel manquait un fil d'Ariane pour guider, dans ses méandres, le non-spécialiste en la matière.

Aujourd'hui, ce fil d'Ariane existe enfin, à l'usage du lecteur franco-phone, grâce aux patients efforts de M. Pierre-Yves Greber, auteur d'un excellent ouvrage sur "Le Droit suisse de la Sécurité sociale" publié, fin 1982, sur l'initiative de la Fédération suisse des employés d'assurances sociales.

La tâche n'était pas facile. En effet, des contingences historiques, mêlées à des raisons d'ordre politique et économique, les vives réactions d'un fédéralisme toujours chatouilleux, le pragmatisme helvétique, enfin, ont constitué autant de facteurs qui ont contribué à compliquer notre régime de sécurité sociale.

Aussi, dans ce domaine, une étude s'avérait à la fois difficile à réaliser et indispensable à élaborer, non seulement à l'usage des praticiens et des étudiants, mais encore à celui de tous les chercheurs en sciences sociales qui, à un titre ou un autre, sont amenés à connaître le fonctionnement de nos assurances sociales. Les sociologues, en particulier, ne peuvent ignorer l'évolution de ce phénomène juridico-social d'une extrême importance pour la compréhension de notre société.

Grâce à M. P. Y. Greber, nous possédons aujourd'hui cet instrument de travail, à la fois clair et exhaustif.

Dans une première partie de son ouvrage, il fait œuvre scientifique utile en élaborant une théorie générale de la sécurité sociale, qu'il intègre ensuite dans son contexte de droit international, pour en recenser les sources d'inspiration et tracer le cadre général dans lequel notre système suisse est appelé à s'insérer, tant au plan mondial qu'european.

En quelques pages vigoureuses, M. P. Y. Greber brosse l'historique de cette sécurité sociale pour en explorer l'avènement et l'extraordinaire développement au cours du XXe siècle. On pourrait, certes, s'interroger sur la portée de la proposition de définition fonctionnelle de la sécurité sociale que M. P. Y. Greber nous présente, au terme de la première partie de son ouvrage. Il a, du reste, la prudence d'en signaler le caractère "provisoire", vu le dynamisme de cette partie du droit social" et les difficultés que comporte toute tentative de clarification conceptuelle.

Dès le titre deuxième, nous entrons de plein pied dans les méandres

du système suisse de sécurité sociale, dont M. P. Y. Greber parvient à dégager, à la fois, les grandes lignes de force et les moindres détails, par l'emploi d'une méthodologie facilitant la comparaison entre les différentes branches de nos régimes d'assurances sociales au plan fédéral et cantonal, ainsi que la référence au droit international et aux autres droits nationaux.

"La base de l'ouvrage est constitué par l'étude des différentes éventualités susceptibles d'être couvertes par la sécurité sociale, selon la classification classique préconisée par l'OIT" (p. 139). Autrement dit, l'ouvrage examine successivement la manière dont notre système suisse prend en considération les divers risques de l'existence et quelle protection il offre, lorsque ces risques se produisent effectivement.

Pour faciliter la lecture de son étude à des lecteurs non juristes ou étrangers, M. Greber a poussé le souci pédagogique jusqu'à fourni des informations pratiques sur la manière de consulter notre Constitution, nos lois fédérales et leurs travaux préparatoires, la jurisprudence du Tribunal fédéral des assurances, les publications officielles et la doctrine. Cette dernière fait l'objet d'une bibliographie sélectionnée précédant chaque partie du livre: autant de clés utiles au non-spécialiste pour mener des recherches dans ce complexe.

Chaque branche de nos assurances sociales fait l'objet d'un commentaire minutieux et clair qui examine, successivement, la conception de la protection contre le risque de l'existence envisagée, la définition légale de cette éventualité et le champ d'application, la nature des prestations fournies, leurs conditions d'octroi ainsi que la durée de leur service. Quelques pages finales situent à propos l'évolution de l'aide sociale en Suisse et ses relations avec la sécurité sociale.

Dans ses conclusions, M. P. Y. Greber forme le vœu que l'ensemble de nos régimes, encore fort hétéroclites aujourd'hui, donne lieu à un travail de coordination et de rationalisation "afin d'en faire un véritable système de sécurité sociale, cohérent, sans lacunes et compréhensible pour tous les intéressés."

Le succès que connaît déjà l'ouvrage de M. P. Y. Greber prouve qu'il a utilement œuvré à la réalisation de son souhait.

Inégalités – Différences.

Contributions à l'analyse des stratifications.

Actes du colloque de Genève, publiés par Jean Kellerhals et Christian Lalive d'Epinay.

P. Lang, Berne/Francfort/M., 1982, 368 p. Prix: Fr. 66.—

Jean-Pierre Fragnière, Case 152, 1000 Lausanne 24.

Peut-être cet ouvrage va-t-il renforcer la convergence entre la sociologie et la politique sociale. C'est du moins, dans cette perspective, que nous avons cru pouvoir lire ces contributions à l'analyse des stratifications, fruits d'un colloque organisé à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire du Centre, — au-

jourd'hui Département —, de sociologie de l'Université de Genève, en hommage à son fondateur, le Professeur Roger Girod.

"Inégalités — différences", on aura compris que l'ouvrage traite un problème de toujours et d'une actualité de plus en plus évidente.

Problème de toujours? La plupart des contributions évoquent le bel âge de cette question qui a connu ses heures de légitimité dans le camp sociologique et des périodes de discréption forcée, particulièrement dans les décennies où fleurissaient les messianismes politiques. Problème d'actualité? Incontestablement à l'heure où, dans le cadre de ce qu'on appelle la crise, se multiplient les remises en question des édifices construits autour des projets de politique sociale ou, au moins, de sécurité sociale. La question des inégalités est centrale.

Le souci d'égalité est-il négation des différences? Certaines politiques d'égalisation n'ont-elles pas pour effet paradoxalement d'accentuer les inégalités? La sensibilité aux injustices n'est-elle pas d'autant plus vive que se réduisent les différences? Evoquons d'abord les quatre grandes dimensions d'un ouvrage qui réunit plus que quinze contributions.

Une première partie encore au débat sur les concepts en les situant dans le processus historique de leur production. Une longue histoire. Elle nous rappelle la diversité des interprétations proposées (P. Naville) et des modèles mis en place pour interpréter les phénomènes qu'ils évoquent (R. Boudon).

La deuxième partie analyse certains phénomènes paradoxaux d'émergence continue des inégalités au sein même des idéologies et des pratiques égalitaires. C'est, semble-t-il, la notion de différence qui sert de moteur à cette dialectique. A témoignage ce paradoxe sur lequel W. Lapierre attire l'attention du lecteur: "L'application de normes égalitaires à des personnes et des groupes sociaux différents transforme la différence en inégalités et produit par conséquent des effets inégalitaires". Le propos se généralise sous la plume de P. Heintz quand il affirme: "Les régimes politiques (. . .) contribuent à renforcer les relations existant entre le développement économique, l'inégalité des revenus et la croissance économique. En d'autres termes, ils contribuent à la fois à équilibrer les diverses tensions structurelles et à augmenter le décalage de la tension de classes vis-à-vis de celles du développement au niveau intermédiaire".

La troisième partie est consacrée aux pratiques différentielles associées aux inégalités. Elle montre bien la complexité d'une relation souvent réduite à la simple superposition de deux hiérarchies. Elle regroupe quatre études portant chacune sur une dimension importante des sociétés industrielles occidentales: la fécondité et la mortalité différentes (A. Girard), les systèmes matrimoniaux (J. Kellerhals), les pratiques religieuses (F.-A. Isambert) et le système des objets (J.-P. Keller).

La quatrième partie est entièrement consacrée à un thème fondamental: celui du rôle de l'école dans la transmission (et/ou) la reproduction des inégalités entre générations. R. Girod la conclut en notant que le perfectionnement des systèmes scolaires est sans relation proportionnelle avec l'amélioration du savoir et que le développement économique et social ne va pas nécessairement de pair avec le progrès du savoir.

L'ouvrage s'achève sur une réflexion anthropologique de G. Balandier qui rappelle la généralité de la "résistance" du rapport inégalitaire et note que le "mouvement qui donne son rythme à l'histoire jusqu'à présent connue, c'est celui qui résulte des manipulations de l'inégalité et non de sa destruction." De fait, remarquent les éditeurs, "au sein d'un système social, les principes

inégalitaires ne seraient-ils pas (entre autres) les conditions des différences, et les identités différencieront-elles pas de la pratique de réappropriation des inégalités et des formes d'exploitation par les acteurs sociaux?"

Des analyses de la dimension économique du problème eussent sans doute mis en évidence les mêmes paradoxes. Des travaux récents l'attestent.

En quelque sorte, retenons que les inégalités sont des noyaux durs de notre société et que leur existence participe à la possibilité de la différence; retenons que la lutte contre les inégalités ne peut être conçue que comme action permanente, toujours à réinventer, puisque celle-ci "exceller" à esquiver les effets des actions politiques et sociales; retenons que les faits sont sensibles, qu'ils ne se soucient guère des sacrifices, des souffrances et des humiliations qu'ils peuvent entraîner. Dans ce contexte, l'analyse sociologique peut devenir une dimension nécessaire de la volonté politique.

En définitive, et pour revenir à la problématique qui a guidé notre lecture, cet ouvrage est fécond en ce qu'il met en évidence la multidimensionnalité et la dynamique du fait inégalitaire. Si les politiques sociales ne veulent pas succomber sous les effets pervers qu'elles ont pu engendrer, si elles ne veulent pas apparaître comme l'expression du "fléau du bien", elles ont à s'inspirer des idées et des analyses rassemblées dans cet ouvrage.

Plaidoyer pour l'Autre

Gérald Berthoud

Editions Librairie Droz S.A., Genève, 1982. Broché, 288 p. Prix : Fr. 60.-

Pierre Maurer, Assistant, Université de Lausanne, Ecole des Sciences sociales et politiques, 19, Av. Vinet, 1004 Lausanne.

Par cette vaste fresque théorique, Berthoud entend dénoncer les dangers qu'encourent un monde engagé dans la seule voie de l'aliénation mercantile et d'un individualisme forcené, ou, pour reprendre l'expression célèbre de Marcuse, d'une unidimensionalité qui nie, occulte et réprime toute forme d'altérité: "Comme jamais dans l'histoire de l'humanité, le combat entre la diversité et l'uniformité est devenu un enjeu planétaire".

Pour ce faire, il étudie deux populations aussi dissemblables en apparence que les Ganawuri du nord du Nigéria où l'auteur a séjourné plus d'une année, et les habitants d'une région alpine suisse, la Vallée de Bagnes, située dans le Canton du Valais. Le professeur Berthoud entreprend de montrer comment, dans ces deux formations sociales, la richesse des rapports sociaux et la dimension collective ont cédé le pas, peu à peu, sous les coups d'une logique marchande conduisant inmanquablement à un appauvrissement et à une réification de la sociabilité communautaire: dislocation du groupe familial, refus de l'entraide, abandon des fêtes et des pratiques sociales non utilitaires, transformation de ce que l'auteur appelle "*la consommation*" en consommation, émergence d'une "télésociabilité", etc.

Ces deux sociétés ont en commun d'avoir été, l'une par le colonialisme britannique, l'autre par un capitalisme central et urbain déstructurées, ou "déculturées" par l'action conjointe et se renforçant mutuellement de l'Etat et du marché, tant en vue d'une domination politique, d'une imposition culturelle que d'une exploitation économique. Toutefois, cette domestication ne s'est pas faite sans accroc et sans résistances, ou "ethno-résistance" que l'auteur étudie avec un soin particulier. Mais l'intérêt du livre de Berthoud n'est pas tant ethnographique que théorique et épistémologique en ce sens que le but poursuivi, en plus d'être, pour reprendre les mots de Balandier, "une invitation à sortir de l'enfermement de nos civilisations prétentieuses", est surtout de jeter les bases d'une *anthropologie critique* véritablement fondée et apte à appréhender toutes les différences, jusqu'aux plus irréductibles en apparence, en vue de constituer une science sociale qui aurait intégré la sensibilité et où "le pôle de la diversité serait indissociable de celui de l'ordre et de l'organisation".

Par un "doute méthodologique" constant et par ce que Berthoud appelle la méthode de "*l'éclairage en retour*", c'est-à-dire la soumission systématique de toute observation à une confrontation interculturelle et transhistorique avant de pouvoir prétendre au statut de "vérité scientifique", l'auteur propose un éclairage nouveau de certaines notions essentielles des sciences sociales, comme celle de besoin, de croissance, d'Etat, de pouvoir, de progrès, de nature humaine, de tradition et de modernité, de rationalité, de communication, de marché, etc. . . "Le savoir sur l'Autre, ou sur la société "primitive" nous renvoie à notre propre représentation du monde, pour y découvrir nos croyances mystificatrices." Ainsi, de l'épistémologie piagétienne à l'anthropologie économique formaliste (Burling), de la mystification de la praxéologie à tous les fonctionnalismes, en passant par les visions utilitaristes qui fleurissent contemporainement dans les sciences sociales, en particulier la "nouvelle économie", sans oublier la sociobiologie, toutes ces approches ne trouvent que peu de grâce dans l'analyse par contraste à laquelle l'auteur les soumet. Le Professeur genevois met ainsi en cause les fondements mêmes de la vision dominatrice du monde qui domine dans quasiment toute l'activité théorique des sciences humaines occidentales dans ses interrogations sur l'Autre, en montrant l'ethnocentrisme qui lui est consubstanciel, en débusquant les motivations politiques inavouées qui souvent soutiennent ces entreprises pseudo-scientifiques, et surtout en montrant qu'en dernière analyse, elles sont toutes porteuses, à des degrés divers, d'une *vision totalitaire de l'univers*, et par là même, destructrice de toute *altérité*.

Se nourrissant de l'œuvre de Mauss, Bataille, Clastres et Baudrillard notamment, la pensée de Berthoud, foisonnante et ravageuse au plan épistémologique, en rupture de tous les dogmatismes, met en évidence la permanence de la perte, de la "part maudite" dans toute société et de l'excès dans le monde vivant en général. Tirant les conclusions de sa pratique des sociétés autres ("Toute concentration est mortelle pour la société, qu'il s'agisse du pouvoir ou de la richesse"), Berthoud, en reprenant le message de l'école de Francfort, même de manière non explicitée, veut montrer que d'autres voies sont possibles, que la logique de la "folie thanatocratique" n'est pas inéluctable, qu'une vision linéaire de la marche de l'histoire avec des stades définis et des passages obligés est simplement absurde. Il préconise, pour "sortir du XXème siècle", une *autogestion généralisée* qui serait respectueuse de notre environnement naturel et qui s'inscrirait en rupture radicale avec la logique productiviste qui nous gouverne et où le travail ne serait plus le pivot central de toute socialité.

La démarche hétérodoxe de Berthoud, la relecture du social qu'elle propose et les pistes qu'elle suggère montre à la fois, si un doute subsistait à cet égard, l'actualité et la pertinence d'une discipline comme l'anthropologie culturelle et sociale, et, d'autre part, l'immensité des domaines de réflexion, tant sur Nous que sur l'Autre, qu'il reste à défricher et dont Berthoud n'entreprend ici qu'une ébauche.

Parlers masculins, Parlers féminins ?

Verena Aebischer et Claire Forel

Editions Delachaux et Niestlé, Neuchâtel, Paris, 1983,
Collection "Textes de base en psychologie".
Broché, 200 p. Prix : Fr. 29.—

*Lucienne Gillioz, Institutions universitaires de psychiatrie,
6, rue du XXXI Décembre, 1207 Genève.*

De plus en plus s'impose parmi les chercheuses féministes l'exigence de repérer et de problématiser, dans les différentes disciplines où elles travaillent, la différenciation sexuelle et les rapports sociaux qui la sous-tendent. C'est dans ce contexte que le livre "Parlers masculins, Parlers féminins?" (édité par V. Aebischer et C. Forel) qui s'efforce de "faire le point dans le domaine des questions relatives au langage et au sexe", vient à son heure et prend tout son intérêt.

Dépassant le cloisonnement disciplinaire traditionnel, il présente, après une introduction des éditrices faisant l'état de la question, sept articles tenus pour exemplaires de ce qui s'est fait dans le domaine et relevant de la linguistique, socio-linguistique, sociologie, psycho-sociologie et de l'épistémologie. Y a-t-il des parlers masculins et féminins distincts? telle est la question centrale abordée à partir de trois grands thèmes : les mots, les sons, la conversation.

Il faut signaler d'emblée l'attitude prise par les éditrices face au problème de la différenciation sexuelle. D'une part, elles veulent comprendre le but et le fonctionnement de cette différence, à partir de ce que les recherches en sciences sociales ont livré, mais en même temps elles gardent une position critique face à ces dernières et ne manquent pas de débusquer les stéréotypes et les préjugés sexistes cachés derrière des produits qui se présentent sous les dehors de la neutralité et de la scientificité.

Démarche féministe donc, mais se distançant par rapport à certaines franges du mouvement des femmes. "Notre féminisme n'est pas de ceux qui estiment qu'il faut toujours mettre la différence sexuelle en avant. Au contraire, nous pensons qu'il est des cas où une différenciation n'est ni pertinente, ni souhaitable" (p. 7).

L'article de C. Forel pousse jusqu'au bout la logique de cette position. Constatant que dans la langue le genre et le sexe sont des propriétés à ne pas confondre (ainsi le mot "la sentinelle" est du genre féminin, mais son référent est masculin), elle cherche des traces de la variable sexuelle au niveau

lexical et présente une typologie des séries, dans lesquelles les termes ne s'opposent que par la référence sexuelle. S'interrogeant alors sur les changements souhaitables dans la langue, elle n'est pas pour la transformation d'une série à terme unique (exemple : le ministre) en une série à deux termes (le ministre, la ministre). Sa préférence va à la série à trois termes (le ministre, renvoyant aussi bien à un homme qu'à une femme, l'homme ministre, la femme ministre) qui a l'avantage de ne pas obliger à spécifier le sexe lorsque cela n'est pas pertinent.

La démarche de C. Forel, intéressante dans l'abstrait, me semble cependant limitée par la perspective strictement linguistique qu'elle adopte et qui la porte à oublier (sauf dans une petite note en bas de page!) les contenus sociaux et la symbolique du genre que la langue véhicule. En effet, dans la mesure où le langage oblige souvent à la spécification du sexe, même lorsque cela n'est pas pertinent (exemple : vendeur/vendeuse; agriculteur/agricultrice, etc.), garder le genre masculin pour les mots qui n'ont pas de féminin – et, si l'on est cohérent, le genre féminin pour les mots qui n'ont pas de masculin – risque de perpétuer au niveau symbolique les clivages et les hiérarchies sociales associés au sexe, puisque les termes désignant des positions prestigieuses (professeur, docteur, ingénieur, ministre) ou des métiers jusqu'ici réservés aux hommes (mécanicien, électricien) seront du genre masculin et les mots désignant des positions dévalorisées (bonne-à-tout-faire, lingère, nurse, etc.) du genre féminin.

Les articles de A. Bodine, P. Trudgill, N. Galli de'Paratesi et C. West sont consacrés à certains aspects des différences langagières entre hommes et femmes.

A. Bodine présente, sous forme d'une classification synthétique, les différences que linguistes et anthropologues ont repérées dans les parlers masculins et féminins. Elle termine par quelques considérations critiques sur ces travaux, en signalant la part d'arbitraire et de déformation que l'ethnocentrisme et le sexocentrisme des chercheurs ont entraînée dans la présentation des faits.

Dans la ligne d'une socio-linguistique classique, P. Trudgill développe l'observation maintenant bien établie de la tendance des femmes à produire un langage plus standard et plus conforme à la norme que celui des hommes. Il explique ce trait par la position subordonnée des femmes qui les pousse à recourir à des stratégies verbales valorisantes, ainsi que par l'affinité existant entre raffinement et féminité. Il montre ensuite, à propos d'une communauté anglaise, comment le prestige latent attaché à certains formes de parler populaire, à connotation virile, contribue à accroître les différences de langage entre hommes et femmes.

N. Galli De'Paratesi, partant de ces formes de répression linguistique que constituent l'euphémisme et les tabous, caractéristiques du langage des femmes, s'attache surtout à montrer les changements intervenus ces quinze dernières années, sous l'influence de l'évolution générale des moeurs et des transformations sociales. Elle souligne principalement la diminution des euphémismes dans le langage des femmes et l'appropriation par ces dernières de mots tabous, notamment ceux appartenant au vocabulaire de l'injure. Concernant ce dernier aspect, N. Galli De'Paratesi montre comment cet acte de "libération" représente aussi un piège pour les femmes, car en s'appropriant un certain vocabulaire masculin, elles en viennent aussi à véhiculer l'idéologie masculine qui lui est inhérente.

C. West, dans la ligne d'un Goffman, porte attention à ces faits courants et banals de la vie quotidienne que sont les stratégies de la conversation et met en lumière les rapports de pouvoir qui s'y jouent.

Elle s'intéresse particulièrement à des phénomènes tels que les silences, les interruptions et les chevauchements de parole qu'elle étudie dans des groupes mixtes et non mixtes. Elle établit que dans ces derniers, les événements étudiés sont répartis symétriquement entre les locuteurs, alors que dans les groupes mixtes les interruptions et chevauchements sont surtout le fait des hommes et les silences celui des femmes. Elle interprète la stratégie masculine comme une tentative de contrôle de l'interaction. L'intérêt de son article est aussi de montrer les limites de modèles conversationnels abstraits, comme celui de tours de paroles, sous-tendus par le postulat de l'égalité des locuteurs, pour rendre compte des pratiques effectives.

Le long et méandreux article de A.-M. Houdebine ne m'a pas paru mériter toute la place qu'il prend dans ce livre.

Une bonne partie de son exposé, qui s'inscrit dans le champ de la socio-linguistique, est consacrée à montrer les variations de prononciation en fonction de différents paramètres, les valeurs d'indices qu'elles prennent et le repérage différentiel qui en est fait.

Là où A.-M. Houdebine semble vouloir apporter quelque chose de neuf, c'est en postulant qu'à côté des deux causalités classiquement reconnues — causalités interne (liée aux contraintes de la langue) et externe (géographique, sociale, sexuelle, etc.) — est à l'œuvre une troisième sorte de causalité, à savoir les jugements de valeur à partir desquels les sujets évaluent les productions phonétiques. La volonté de pousser plus loin et d'affiner les analyses socio-linguistiques classiques par la prise en compte d'un autre niveau de détermination est en soi intéressante. Cependant, les développements d'A.-M. Houdebine autour de ce thème ne m'ont paru ni très rigoureux, ni très convaincants. La principale critique qu'on peut lui adresser est de manquer d'articuler vraiment cette troisième sorte de causalité à celle des déterminants externes et de lui donner un statut ambigu, à la fois dépendant et indépendant de ces derniers. "Je fais l'hypothèse (induite par les observations) que des influences jouent, d'ordre plus strictement subjectif que social, plus déterminées par la posture du sujet que par sa position sociale; autrement dit, déterminées certes par la position du sujet dans la société, mais peut-être plus encore par la façon dont il se la représente, se la phantasme pour ainsi dire, dans les groupes et les relations d'interlocution, les procès linguistiques et sociaux qu'il traverse, que par ce qu'elle est d'un strict point de vue socio-économique, ou même socio-culturel" (p. 115–116).

Dans le dernier article de l'ouvrage, V. Aebischer, partant du phénomène du bavardage, censé caractériser le parler des femmes, élargit son propos pour montrer comment les stéréotypes du sens commun ont été repris et cautionnés scientifiquement par les chercheurs en sciences sociales et biologiques qui se sont consacrés au problème des différences entre hommes et femmes.

L'intérêt de son texte est de montrer que le processus d'imputation de certaines caractéristiques dévalorisées aux femmes — qui procède par repérage sélectif dans la réalité observée des traits congruents avec la représentation stéréotypée qui a cours — est à l'œuvre aussi bien dans l'esprit du chercheur que chez l'homme de la rue. V. Aebischer qualifie cette représentation de raciste, parce qu'elle rapporte certains traits aux caractéristiques physiques ou biologiques des sujets. Signalons toutefois que l'usage qu'elle fait d'un

modèle atomiste, puis conversationnel pour rendre compte des mécanismes qui opèrent dans l'organisation de cette représentation raciste ne m'ont pas paru d'un grand pouvoir heuristique, vu le niveau de généralité et d'abstraction où ils se situent.

Enfin, la critique de V. Aebischer prend pour cible une certaine frange du mouvement féministe qui, se distançant au maximum de la culture et du langage dominants, décrits comme masculins, veut restaurer les valeurs féminines refoulées et revendique les caractéristiques féminines constituées négativement. V. Aebischer voit dans cette attitude qui n'est "qu'une réinterprétation d'un modèle déjà existant" une reprise de l'idéologie raciste qu'elle dénonce.

* * *

"Parlers masculins, parlers féminins?" apporte donc, en plus de textes représentatifs des recherches menées actuellement dans le domaine des rapports entre sexe et langage, des matériaux précieux pour une réflexion épistémologique sur les distorsions introduites par le point de vue masculin dominant dans les sciences. On pourrait peut-être regretter que, dans l'introduction, les éditrices n'aient pas tenté de problématiser les rapports de sexe comme rapports sociaux de pouvoir, ni montré la fonction des différences langagières dans l'économie de ces rapports.

Signalons pour terminer un aspect des critiques développées dans cet ouvrage et qui devrait questionner tout particulièrement les chercheurs en sciences sociales. Il ne suffit pas, montrent les auteurs, de situer l'origine des différences entre hommes et femmes au plan social plutôt que biologique pour échapper au risque de sexocentrisme. En effet, bon nombre d'études recourant à une causalité de type sociologique reprennent à leur compte les stéréotypes du sens commun, ou encore constituent les pratiques masculines en normes par rapport auxquelles les pratiques féminines ne peuvent apparaître qu'en négatif; ce faisant, elles contribuent à perpétuer au plan symbolique l'infériorité et la marginalité sociales des femmes.

De la logique à l'argumentation.

Jean-Blaise Grize.

Librairie Droz, Genève / Paris, 1982.
Broché, 270 p. Prix : Fr. 60.—

Georges Vignaux, Chargé de Recherche C.N.R.S.,
21, rue de Saintonge, 75003 Paris.

L'ouvrage de J.-B. Grize, "De la logique à l'argumentation", est de ceux qui demeureront. Cela, pour au moins trois raisons: la personnalité de son auteur, l'impact du sujet ici abordé, la pertinence avec laquelle ce même sujet est traité.

Jean-Blaise Grize, tout d'abord, est ce logicien dont la réputation, pour ceux qui le connaissent, n'a jamais entamé la modestie et la simplicité. Celles-

ci ont d'autant contribué à son prestige. Il est aujourd'hui une figure essentielle dans la recherche contemporaine et ce, au croisement de secteurs essentiels: la logique, la linguistique, la psychologie cognitive. Ses contributions nombreuses aux travaux de l'Ecole de Genève, sous la direction de Jean Piaget, sont exemplaires de cette clarté méthodologique qui l'a toujours caractérisé. Son intérêt pour les développements de la linguistique l'a conduit, maintes fois, à suggérer au linguiste des développements que celui-ci n'osait formuler. Au plan enfin, de l'analyse des opérations intellectuelles et "naturelles", on ne peut aujourd'hui travailler sans consulter régulièrement ses écrits.

Le résultat, disons-le sans emphase, est historique . . . Les définitions, les propositions, les modèles d'analyse avancés par Grize de ce que peut être une "logique naturelle" — celle de nos raisonnements ordinaires, de nos discours, de nos argumentations — sont d'une pertinence incontournable, à en juger ceux, nombreux, qui le citent, l'imitent ou empruntent le chemin qu'il a tracé ces dix dernières années.

C'est ce chemin qu'expose en vérité, son ouvrage. Il était temps enfin, de rassembler ces notes, ces articles, ces réflexions que la pensée de Grize avait jusqu'ici dispersés. Entreprise nécessaire qui témoigne de son parcours personnel d'intelligence et de patience, jamais achevé, nous offrant donc cette liberté de pouvoir à tout moment y entrer, y participer, le prolonger. C'est bien d'ailleurs ce que souligne la remarquable préface rédigée par Giovanni Busino.

Il est manifeste ainsi que les recherches de Grize auront eu le mérite essentiel de nous sortir des rapports limités entre rhétorique et philosophie. Le *Traité de l'Argumentation* de Perelman, les travaux de certains logiciens comme S.Toulmin, avaient déjà ressuscité la considération des faits argumentatifs, lesquels se plient malaisément à la raison démonstrative. Mais il fallait encore admettre que l'étude des processus argumentatifs ne se réduit pas à celle des procédés rhétoriques. L'ambition de Grize a été ainsi de dégager très précisément les règles que selon les circonstances, chacun de nous peut être amené à utiliser dans ses discours quotidiens, en vue de s'affirmer, d'expliquer, de convaincre. Et ce, sans passer par ces "raccourcis" qu'habituellement utilise le logicien, même lorsque celui-ci, tel von Wright, s'efforce de construire une théorie des modalités et des obligations usuelles.

Ambition redoutable, mais que Grize a su réaliser progressivement, en particulier, consacrant ses efforts à l'élucidation de ce phénomène essentiel à toute activité scientifique ou non, qu'est l'explication. Phénomène d'autant plus intéressant qu'il se moque volontiers, dans ses usages, de cette raison mathématique dont on a voulu longtemps faire le modèle canonique de nos pensées. Mais, la démarche expérimentale de J.B.Grize ne se resume pas au simple constat d'écart, même témoignant de lacunes ou de surplus significatifs d'une "logique naturelle". Ce qu'il met en évidence, c'est la nécessité justement, de partir de discours concrets, de procédures usuelles donc, de la conviction, de l'exposition, et de s'attacher, sans "obsession logifiante", à l'analyse des règles gouvernant ces modes d'explication, d'argumentation. Il en ressort bien des éléments, des heuristiques directement fructueux pour le sociologue.

Ainsi, souligne G. Busino: "Ce que Grize a découvert comme étant les normes de la pensée argumentative, peut ainsi être transposé en sociologie. Ici aussi, nous avons les normes d'une activité qui se cherche et se préoccupe d'actions locales, ou encore normes d'une activité orientée et finalisée par des

intérêts et/ou des valorisations; normes d'une activité proposée et opposée à d'autres activités dans une situation donnée; normes d'une activité qui ne vise ni le vrai ni l'universel, mais le vraisemblable et l'efficace."

Mais, rajoute un peu après, G.Busino: "Pourquoi Grize ne va-t-il pas plus loin encore?" Personnellement, je tenterai brièvement ici d'y répondre, et pour ce faire, de briser une nécessaire neutralité, en avouant être fidèle de Grize depuis douze ans, et travailler "l'argumentation" dans la même perspective. Ce que Grize a souci d'apporter, ce que plusieurs qui le suivons, avons préoccupation de constituer, n'est en aucun cas, un modèle achevé du discours argumenté, encore moins quelque théorie "générale" sémantique. Ceci s'avérerait vite de faible utilité sinon immédiatement remis en cause. En vérité, il s'agit plutôt de constuire des "formulations", des "écritures", commodes mais explicitant les structures suffisantes du discours quotidien, montrant ce qui assure passage d'une procédure à une autre, d'objet à objet et quelles sont les actions du sujet asserteur à chaque fois, la responsabilité de ce sujet dans les constructions du sens: Dès lors, le travail de Grize est bien d'offrir à d'autres — sociologues, psychologues, sémiologues —, moyen de développer leurs propres analyses, de cerner davantage des jeux de signification échappant jusque-là aux modèles méta-théoriques, de comprendre des logiques de sujets par le repérage d'articulations fines entre ces logiques.

Voilà sans doute, pourquoi Grize ne va pas "plus loin", et en même temps "va très loin". Son œuvre est assurée de constants enrichissements; elle est au cœur de nombre de travaux actuels et futurs, comme nécessité épistémique et méthodologique.

Perspectives piagétienne sous la direction de Louis Not

Collection "Sciences de l'homme", Privat éditeur, Toulouse, 1983,
228 p. Prix: 87 FF.

*Jacques Vonèche, professeur de psychologie de l'enfant et de l'adolescent
à l'Université de Genève,
Faculté de Psychologie et des Sciences de l'Education,
rue Général Dufour, 24, 1204 Genève.*

Ce volume intéressera le sociologue à plus d'un titre. En effet, il est caractéristique de ce processus d'héroïsation qui accompagne toujours la réflexion sur la pensée d'un grand seigneur de la science. La circonstance particulière du décès de Piaget, à l'occasion duquel ces essais se doivent de paraître, ne fait qu'augmenter ce processus. C'est ainsi que l'autobiographie de Piaget est prise au pied de la lettre, alors que celle-ci n'est qu'une gigantes-

que tentative faite par le Piaget arrivé pour masquer sa véritable trajectoire dans l'univers du savoir. Bien plus, Louis Not, dans son introduction, ramène le Piaget mythique qui a bien tout fait pour, selon l'expression de l'auteur, "emballer les rotatives et déchaîner les ondes", à un autre mythe du savant idéal, le mythe einsteinien du savant solitaire et incompris des masses ignares. Il y a, dans cette assimilation de Piaget au modèle canonique dans notre société de ce qu'est un savant, double décrochage par rapport à la réalité historique. Ce phénomène ne se vérifie que pour les plus grands: Darwin, Marx, Freud, Einstein et aujourd'hui Piaget. C'est faire bon marché, dans le cas précis de Piaget, de la longue série des collaboratrices et collaborateurs à la tête de laquelle il faut placer Bärbel Inhelder et Alina Szeminska, ces éternelles secondes (et par le sexe et par la position) qui seront sans doute heureuses, une fois de plus de voir le "Patron" mis au rang des plus grands.

Le livre lui-même est composé de trois parties d'inégales longueurs: perspectives fondamentales, perspectives d'application et perspectives de réflexion et de recherche.

Dans la première partie, les auteurs ont relié quelques perspectives piagétienne à leur point de vue propre. C'est ainsi que Philippe Malrieu se demande si le sujet à vocation épistémique ne trouve pas dans ses relations d'identification et d'opposition aux autres, non seulement l'énergétique, mais surtout les structures qui lui permettent de devenir acteur et novateur. Il retient surtout de Piaget que la construction de la personnalité ne se confond ni avec l'intuition phénoménologique des opérations conscientes, ni avec la prise de conscience des événements vécus comme le manifeste la psychanalyse, ni avec les engagements existentialistes. Elle serait plutôt prise de conscience corrélative de l'interaction du sujet et de l'objet, dans un processus qui n'arrive à atteindre les mécanismes centraux de l'action du sujet qu'à la condition de rechercher les propriétés intrinsèques du réel. Pour lui, en énonçant cette relation nécessaire entre la connaissance du monde et la connaissance de soi, Piaget définit un principe essentiel de la réalisation de la personne qui est d'exister *entre*, entre les œuvres, entre les autres, entre les temps, dans une recherche consciente de leurs interdépendances dialectiques.

Pierre Tap montre, pour sa part, que la théorie piagétienne selon laquelle l'affectivité ne peut être conçu et analysée en dehors des processus cognitifs qui lui donnent forme, est trop optimiste, du fait de l'importance accordée aux aspects rationnel (logique) et normatif (morale), mais qu'elle n'en reste pas moins fondatrice d'une double polarisation qui ne se situerait pas entre l'affectif et le cognitif, comme le veut une classification reçue, mais entre le moi et le réel.

Jacques Wittwer et Bouréima Guindo analysent deux exemples de "structuralement possible" (pour Piaget, le possible du point de vue de l'observation) piagétien dans le jeu africain du Banangolo et dans la pratique scolaire des "intervalles". L'intérêt de l'étude du jeu africain du Banangolo réside dans le fait que ce jeu correspond à la constitution occidentale de la logique des propositions et constitue, par conséquent, la preuve d'une pensée opératoire formelle chez les Africains antérieurement aux influences de la colonisation (fait simple et évident, mais non reconnu).

Colette Laterrasse se demande si le souci piagétien de marquer la continuité entre les différentes formes d'intelligence de l'animal à l'adulte humain n'a pas conduit l'Ecole de Genève à effacer la spécificité du langage en en faisant tout simplement une fonction sémiotique parmi d'autres. On reconnaîtra sans peine, avec elle, que l'explication donnée par H. Sinclair-

de Zwart de l'avance du langage sur l'opération est d'une affligeante pauvreté: expliquer cette avance par l'automatisme verbal et l'imitation du milieu ambiant est sommaire et insuffisant, spécialement pour une Ecole qui a toujours prétendu que l'enfant n'imitait que ce qu'il maîtrisait déjà. Quant à montrer que le réglage du "plus" et du "moins" est lié à l'acquisition des conservations par l'enfant (thèse de H. Sinclair-de Zwart), il s'agit là d'une liaison purement tautologique, puisque la conservation consiste exactement en un réglage correct du plus et du moins.

Gérard Lamouroux s'interroge, quant à lui, sur les pratiques expéri-métales genevoises. Il observe d'intéressants prolongements à une méthode initialement conçue à l'usage d'un seul homme et qui exigeait son flair particulier pour porter tous ses fruits: simulations, apprentissages sans erreur, modelage, conflits cognitifs. Nous ne partageons pas, pour notre part, l'optimisme de l'auteur, car trop souvent ces méthodes nouvelles portent sur des cas trop spécifiques ou sur des situations uniques, quand elles ne sont pas simplement de purs artefacts.

Claude Fronty clôt cette première partie en comparant l'épistémologie piagétique à la dialectique marxiste. Le débat est ancien. Lucien Goldmann avait vu en Marx le précurseur et en Piaget le fondateur de l'épistémologie moderne. A l'opposé, Ceslaw Nowinski voyait en Marx le fondateur d'une méthode scientifique générale et en Piaget un laborieux suiveur. Le premier était un exilé roumain à Paris; le second un apparatchik polonais. Jean-Toussaint Desanti opposait, quant à lui, après son départ du P. C. français, la science piagétique à l'idéologie marxiste, alors qu'Henri Wallon et Emile Jalley, communistes orthodoxes, opposaient science marxiste contre idéologie. Fronty, reprenant la question, propose, en dernière analyse, d'examiner l'histoire du chercheur Piaget à l'intérieur des champs culturels et scientifiques qui furent les siens.

La deuxième partie porte sur les applications possibles de la psychologie piagétique. Louis Not pense que la notion piagétique d'équilibration devrait permettre de tirer les méthodes actives de l'ornière dans laquelle le primat accordé aux besoins et aux intérêts de l'élève les a enlisées. Pour lui, les processus d'équilibration, par leur généralité même, permettront de donner une direction au développement plus ferme que la simple tonalité affective issue des besoins et des intérêts des élèves. En outre, il pense que la connaissance précise des stades de développement permettra aux programmes scolaires de ne proposer aux élèves des contenus qui ne soient rien de plus qu'assimilables directement aux structures de représentation et de traitement des élèves. Mais cette assimilation doit se doubler de son contraire, l'accommo-dation des schèmes assimilateurs à des situations nouvelles.

Nous pensons, pour notre part, que rien n'est plus dangereux que ce goût des pédagogues pour *une* méthode éducative, fut-elle équilibratrice et piagétique. L'intérêt de l'école réside dans la pluralité des approches et dans les rapports dialectiques qu'une telle diversité engendre presque nécessaire-ment.

Jacques Fijalkow et Yves Prêteur présentent une étude de l'acquisition de la langue écrite inspirée de Piaget. Ils montrent classiquement que la compréhension de la lecture va de pair avec le développement cognitif. C'est le contraire qui serait surprenant! De même, Claude Navarro, appliquant les méthodes piagétienne-s aux adultes, montre que ceux-ci fonctionnent selon

un modèle hiérarchique simple quoique multi-dimensionnel: les registres de fonctionnement construits le plus tôt dans l'enfance sont les plus disponibles chez les adultes, les registres les plus complexes sont les plus fragiles et les plus couteux à mobiliser chez l'adulte, pourtant ils sont les plus efficaces. Boulversante découverte, donc!

La troisième et dernière partie est formée par un seul chapitre dû à Gérard Lamouroux. Ce chapitre est le plus décevant du volume, pour nous. L'auteur semble admettre, par exemple, que le structuralisme génétique cher à Piaget est possible, bien qu'une telle conception n'ait pas encore reçu de développements "suffisants tant sur le plan des formalismes que des pratiques expérimentales".

Nous pensons, au contraire, qu'il existe une excellente raison pour l'insuffisance de tels développements: l'impossibilité théorique et pratique du structuralisme génétique. En effet, le structuralisme n'admet aucune explication en dehors de lui-même, puisque ce sont les rapports que les parties entretiennent entre elles et avec le tout qui constituent la totalité de l'explication. Au contraire, le généticisme suppose un développement dans lequel il situe le pouvoir explicatif. Ce développement consiste essentiellement en une hiérarchie de formes ou de stades ordonnés vers le plus grand épanouissement. Pour établir cette ordonnance hiérarchique, force est donc bien de faire appel à un critère extérieur aux différents paliers de développement discernés et par rapport auquel ces paliers s'organisent. Il y a donc opposition fondamentale entre le structuralisme et le généticisme, si bien que l'idée même d'un structuralisme génétique est logiquement impossible.

On aurait aimé que ce livre s'adraissât davantage à des problèmes fondamentaux de la théorie piagétienne, comme celui du paradoxe structuro-génétique, des relations entre ontogenèse et socio-génèse, spécialement dans le cas de l'histoire des sciences, ou de l'ontogenèse de la représentation, plutôt que de reprendre une série de questions conciliantes comme celles qui forment l'essentiel des textes réunis ici. Mais les vraies questions d'une théorie sont toujours saisies en dernier lieu. Si bien qu'il faut espérer que la théorie piagétienne ne disparaisse pas faute de combattants vivants, comme le voudrait Thomas Kuhn, quand il écrit: "Theories die, because their authors die", mais qu'elle fasse, au contraire, l'objet d'un véritable débat critique. C'est le plus bel hommage à rendre au Maître genevois. Malheureusement l'entourage de Piaget a été le premier à ne pas le comprendre.

**Junge Tibeter in der Schweiz.
Studien zum Prozess kultureller Identifikation**
Martin Brauen und Detlef Kantowsky (Hrsg.).

Verlag Rüegger, Diessenhofen, Collection "Konkrete Fremde".
Interkulturell vergleichende Studien der Arbeitsgruppe Entwicklungsländer
an der Universität Konstanz, No. 5, 1982. Broché, 292 p. Prix: Fr. 28.—

*Anja Dobler-Mikola, Psychiatrische Universitätsklinik, Forschungsdirektion,
Postfach 68, 8029 Zürich*

In dem von Martin Brauen und Detlef Kantowsky herausgegebenen Buch werden interessante und informative Überlegungen und Resultate aus einer umfassenden interkulturellen Vergleichsstudie über die sozio-kulturelle Identifikation junger Tibeter in der Schweiz vorgestellt. Mit den herkömmlichen traditionellen Forschungsansätzen sind Gruppen, wie sie im Buch beschrieben werden, eigentlich schwer erreichbar und es ist deshalb mit dem vorgestellten Projekt auch nicht gelungen, die besonderen Probleme solcher interkultureller Studien vollständig zu überwinden. Die Problematik wird aber eingehend aufgerollt, und wer sich mit ähnlichen Fragestellungen auseinandersetzt, dem sei dieses Buch empfohlen. Das Buch besteht aus vier in sich geschlossenen Abschnitten, welche im folgenden kritisch durchleuchtet werden.

In der *Einleitung* beschreiben die Editoren die Ausgangslage der Tibeter in der Schweiz und die theoretischen und methodischen Vorüberlegungen zum Projekt. Die tibetanischen Jugendlichen wuchsen in der Schweiz in drei unterschiedlichen Sozialisationsmilieus auf, nämlich

- im Kinderdorf Pestalozzi,
- als Pflegekinder in schweizerischen Privatfamilien, und
- in tibetanischen Flüchtlingsfamilien.

Diese drei verschiedenen Umgebungen werden ausführlich beschrieben, wobei die Autoren auf die jeweiligen speziellen Probleme hinweisen. Als solche problematische Punkte werden insbesondere erwähnt: die wirklichkeitsfremde Atmosphäre des Pestalozzi-Dorfes, die extreme Entfremdung von der eigenen Kultur der in schweizerischen Pflegefamilien Aufwachsenden, und die Anpassungsschwierigkeiten derjenigen Jugendlichen, die in tibetanischen Familien aufwachsen und somit keinen direkten Kontakt zur schweizerischen Kultur haben.

In ihren theoretischen Vorüberlegungen beschränken sich die Editoren ausschliesslich auf die Anpassungsproblematik junger Tibeter. Somit ist diese Arbeit eine Studie über die Probleme der zweiten Ausländer-Generation. Am Anfang der Vorüberlegungen stehen Fragen nach dem Selbstfindungsprozess der tibetanischen Jugendlichen. Hin- und herpendelnd zwischen den Werten und Normen des schweizerischen Gastlandes und ihrer Herkunfts-Kultur müssen sich die jungen Tibeter eine Identität erwerben, mit der sie im hiesigen Milieu und besonders vor sich selbst bestehen können. In bezug auf die drei verschiedenen Sozialisationsmilieus vermuten die Autoren, dass der Anpassungsprozess an die schweizerische Umwelt weitgehend abhängig ist vom jeweiligen Sozialisationsmilieu und deshalb in unterschiedlicher Art und unterschiedlichem Mass vollzogen wird.

Das Ziel ihrer Untersuchung formulieren die Autoren auf Seite 24 folgendermassen: "Ziel des Projektes ist es, in enger Zusammenarbeit mit der Tibeter-Jugend eine Studie zur heutigen Lage der jungen Tibeter zu erarbeiten, die Anfang der sechziger Jahre in die Schweiz kamen und hier in schweizerischen Familien, im Pestalozzi-Kinderdorf oder bei ihren Eltern aufwuchsen". Die konkrete Durchführung soll gemäss dem Forschungsdesign in enger Zusammenarbeit mit den tibetanischen Jugendlichen erfolgen. Die im Buch dargestellte theoretische und methodische Ausgangslage weckt beim Leser / bei der Leserin grosse Erwartungen bezüglich neuer Impulse und Ansätze. Das Design bietet an sich einen idealen Rahmen für einen klientenorientierten Forschungsprozess. Die Autoren distanzieren sich aber bereits in der Einleitung vom Konzept der Aktionsforschung, indem sie schreiben: "Dennoch würde es zu weit führen, angesichts dieser Klientenzentrierung das Konzept der 'Aktionsforschung' als wissenschaftstheoretischen Leitfaden unseres Projektes zu bezeichnen, denn schliesslich strebten wir keine organisatorische Verzahnung von Forschung mit veränderndem Handeln an.. (Seite 26). In der Luft bleibt die Frage: Warum eigentlich nicht?

Unter dem Titel "*Vom 'Tibeter' zum 'Tibeter in der Schweiz'*" beschreibt Jürgen Schmuker eine empirische Analyse des Assimilationsprozesses. Als theoretischer Bezugsrahmen für seine Analyse dient dem Autor das 7-stufige Assimilationsmodell von Ronald Taft. Die empirische Analyse stützt sich auf eine Inhaltsanalyse von Zeitungsnachrichten in den Jahren 1960 bis 1978, die sich in irgend einer Weise mit Tibetern befassten. Er versucht daraus Rückschlüsse auf die Assimilation der Tibeter zu ziehen und in diesem Prozess die einzelnen Stufen des Taft-Modells zu identifizieren. Die Analyse selbst ist sehr interessant verfasst und vermittelt dem Leser / der Leserin viele Bilder und Vorstellungen der Interaktion zwischen Tibetern und Schweizern. Der Autor zeigt, wie in der Berichterstattung in den ersten Jahren nach der Ankunft der Tibeter eine anfängliche Idealisierung langsam durch eine Ernüchterung und kritischere Einstellung ersetzt wurde. Probleme in Zusammenhang mit der Erhaltung der tibetanischen Kultur tauchten erst in späteren Jahren auf. In den letzten Jahren der Berichtsperiode schliesslich werden die Tibeter als fremder aber akzeptierter Bestandteil der Schweizer Welt beschrieben. Die wichtigste Schlussfolgerung lautet, dass sich die Tibeter in der Schweiz nie vollständig assimilieren werden, und zwar aus Gründen, die sowohl bei den Schweizern wie bei den Tibetern selbst liegen.

Beim Lesen von Schmukers Ausführungen taucht sehr bald die Frage auf, inwiefern Zeitungsberichte wirkliche Aussagen über die tatsächliche Assimilation von Tibetern machen. Widerspiegeln die Zeitungsberichte nicht eher die Wahrnehmungen der Schweizer von der Assimilation der Tibeter? Dieser Problematik scheint sich Schmuker ebenfalls bewusst gewesen zu sein, versucht er doch über mehrere Seiten hinweg zu begründen, warum sich Zeitungsberichte als Indikator für den Assimilationsprozess besonders gut eignen, was aber nicht zu überzeugen vermag. Der Autor berücksichtigt m.E. zu wenig, dass Zeitungsartikel ein Produkt der Meinungsbildung einer bestimmten Öffentlichkeit darstellen. Zeitungsartikel geben eher Aufschluss über Wahrnehmungen dieser Öffentlichkeit von den Tibetern als von der tatsächlichen Assimilation derselben. Die theoretische Perspektive, wonach die Assimilation Fremder an eine neue Kultur einen Interaktionsprozess darstellt und von beiden beteiligten Akteuren eine Anpassungsleistung verlangt, kommt in den Ausführungen des Buches zu kurz. Ein solcher Ansatz hätte

jedoch einen besonders interessanten Interpretationsrahmen für eine Analyse der Zeitungsberichte abgegeben.

Der Abschnitt „*Ergebnisse der Befragung*“ von Reinhard Sander stellt sowohl methodisch wie theoretisch den problematischsten Teil des Buches dar. Im theoretischen Rahmen stellt der Autor keine theoretischen Richtlinien auf für seine eigene Auswertung, sondern beschränkt sich auf eine kritische Auseinandersetzung mit den bekanntesten Assimilationstheorien des angelsächsischen Raumes. Dabei berücksichtigt er leider in keiner Weise die strukturorientierten Ansätze aus Fremdarbeiterstudien im deutschsprachigen Raum. Der Autor äussert zwar zutreffende und fundierte Kritik an verschiedenen Assimilationsansätzen, kann ihnen aber keine wirklich alternative theoretische Perspektive entgegensetzen. Auch bleibt seine Darstellung sehr einseitig, geht er doch kaum auf die Vielschichtigkeit des Anpassungsprozesses ein.

Im Abschnitt „*Ausgewählte Ergebnisse*“ werden Leser und Leserinnen mit einer Menge von Datenmaterial konfrontiert. Der Autor stellt diverse Resultate über demographische Merkmale der jungen Tibeter, über deren soziale Beziehungen, über die kulturellen Orientierungsmuster und über verschiedene Einstellungen zu Hilfsprogrammen für Flüchtlinge vor. Aufgrund seiner Analyse kommt er zu zwei wesentlichen Erkenntnissen:

- ” Bei einer relativ ähnlichen Ausgangslage führten die schweizerischen Hilfsmassnahmen für Tibeter zu einer sozialen Differenzierung der Flüchtlinge, die ihre Bezüge sowohl zur Aufnahme- als auch zur Ursprungskultur sowie ihre Lebenschancen in beiden Milieus in einem Ausmass prägt, das uns milieutypische Muster erkennen lässt“ und
- ” Obschon die jungen Tibeter – in Abhängigkeit von ihrer Erziehungsumwelt in der Schweiz – mehr oder weniger der Mehrheitskultur angeähnert sind, widerlegt unsere Untersuchung doch die These, sehr junge Emigranten würden sich 'einfach' oder gar 'restlos' assimilieren“ (S. 190).

Beim sorgfältigen Durchlesen der Resultate müssen aber einige kritische Fragen gestellt werden. Für das Verständnis der Ergebnisse stellt die Tatsache, dass die Auswahlkriterien und Ordnungsprinzipien des dargestellten Datenumaterials nicht transparent gemacht werden, ein besonderes Problem dar. Zwar führt der Autor in der Vorbemerkung auf Seite 92 zu seiner Analyse aus, dass er bei der Auswahl der dargestellten Ergebnisse – seinem generellen Arbeitsprinzip folgend – dem subjektiven Urteil der Mitglieder des Arbeitskreises den Vorzug gab. Leider reflektiert er in seinen Interpretationen diesen Prozess nur am Rande, wodurch die Darstellung der Resultate oft punktuell und willkürlich wirkt. Schade ist auch, dass der Autor kaum Quervergleiche zu entsprechenden Ergebnissen aus Studien an Schweizer Jugendlichen macht. Material dazu hätte er sicher z.B. im Buch „Zur Unrast der Jugend“ von R. Blancpain und E. Häuselmann gefunden.

Nach den langen Ausführungen zur Problematik und Fragwürdigkeit eines standardisierten Fragebogens als Forschungsinstrumentarium (S. 108ff) erstaunt schliesslich die unkritische und konventionelle Gestaltung des im Projekt benützten Fragebogens. So werden z. B. als Indikatoren für die Erfassung der Problematik sozialer und kultureller Orientierungen Antwortkategorien vorgegeben, welche die tatsächlich vorhandenen Alternativen

sicher nicht adäquat ausschöpfen. Mögliche Leitbilder werden z. B. wie folgt operationalisiert: Rinpoche (hoher tibetanischer Lama) / Vertreter der tibetanischen Exilregierung / Schweizerischer Bundesrat / Universitätsprofessor / Tibeter Adliger / Multimillionär. Wo finden hier Antworten Platz, die sich weder an traditionellen tibetanischen noch an traditionellen schweizerischen Leitbildern orientieren?

Zum Schluss im Abschnitt "*Tibeter Jugend im Spannungsfeld zweier Welten*" von Gyaltsen Gyaltag und Kelsang Gyaltsen kommen die betroffenen tibetanischen Jugendlichen selber zum Wort. Sie beschreiben kurz die Probleme der Assimilation aus ihrer eigenen Perspektive. Wie der Titel des Abschnittes andeutet, werden hier vor allem die speziellen Spannungssituatien und die entsprechenden Schwierigkeiten bei der eigenen Identitätssuche ins Zentrum gestellt. Der Hauptteil des Abschnittes befasst sich aber mit den Resultaten aus der Befragung über den Verein Tibeter Jugend. Die Autoren versuchen aus diesen Resultaten Richtlinien für das weitere Wirken des Vereins herauszuarbeiten mit spezieller Betonung auf die Kulturarbeit und die Sozialarbeit. Der Abschnitt ist klar und prägnant zusammengefasst. Es bleibt zu hoffen, dass die entdeckten Probleme durch die konkrete Vereinsarbeit auch tatsächlich angegangen werden können.

Soins à domicile

L. Ramel; C. Willa & P. Gilliland

Edition Réalités Sociales, Case postale 797, 1001 Lausanne, 1982
Broché, 302 pages. Prix: Frs. 36.—

Geneviève Steinauer-Cresson, 1, rue du Vieux-Moulin, 1213 Onex GE

Cet ouvrage collectif est d'abord un plaidoyer pour la CLSAD (Centre lausannois des soins à domicile), une opération de promotion rondement menée et bien étayée. Il prend fermement parti pour les soins à domicile qui constituent une solution humainement, médicalement et financièrement acceptable comme alternative, même partielle, à l'hospitalisation. A partir de l'institution qui fonctionne bien – le CLSAD – on présente une analyse des prestations offertes, de la clientèle et des conséquences du maintien à domicile. Voyons successivement les résultats principaux de ce travail, puis quelques questions qu'il pose.

Dans la première partie, une analyse sociodémographique de la clientèle du CLSAD pendant le premier trimestre 79, représentative de la clientèle de ce service sur une plus longue durée. Il s'agit essentiellement d'une clientèle âgée (40 % ont 80 ans et plus, 33 % de 70–79 ans) composée d'un tiers d'hommes et de deux-tiers de femmes, vivant seuls 4 fois sur 10 dans l'ensemble, mais 1 fois sur 4 seulement pour les hommes; 51 % des malades ont un revenu fiscal de moins de 1 000 francs suisses par mois (56 % des femmes et 39 % des hommes sont dans ce cas). L'analyse des correspondances

souligne le cumul des inconvénients liés à l'âge: faibles revenus, isolement, forte dépendance.

Dans la seconde partie, une analyse des activités au service de la population soignée, que ces activités soient effectuées par le CLSAD ou par d'autres services collaborants. Les infirmières du CLSAD font en moyenne un peu plus d'une visite par semaine aux patients, visite qui dure en moyenne 30 à 40 minutes. La gamme des services collaborants est large; hormis les bénévoles de toutes sortes (assurant notamment les transports), différents services sociaux interviennent (services communaux, ou d'une des nombreuses Ligues touchant à la santé), mais aussi des services de soins (physio, ergothérapie, etc.) et d'autres s'occupant du travail ménager et des repas chauds,

La troisième partie analyse les flux de clientèle, "entrées et sorties" du CLSAD, ce qui établit le rôle d'alternative à l'hospitalisation, de ce service lausannois.

La quatrième partie est consacrée aux coûts comparés. Pour les pouvoirs publics et les caisses-maladie l'institutionnalisation est nettement plus coûteuse que les soins à domicile: respectivement 3,5 et 5 fois plus. Et cette estimation prend en compte la totalité des frais d'une hospitalisation, d'une part et d'un maintien à domicile, d'autre part. Mais tout le nœud de la question économique vient d'une sorte d'anachronisme des tarifs et remboursements. Si la plupart des dépenses occasionnées par une hospitalisation de longue durée sont effectivement supportées par les pouvoirs publics et les caisses-maladie, il n'en va pas de même des dépenses occasionnées par un traitement à domicile. Le patient doit prendre en charge une part plus forte de celles-ci, les pouvoirs publics n'étant pas tenus de subventionner les services de soins à domicile (le CLSAD ne tourne que parce que subventionné, mais cette situation n'existe pas dans nombre de villes et localités . . .), alors que le coût des hôpitaux est directement pris en charge par la collectivité. De leur côté les assurances-maladie accordent dans leurs conventions des remboursements dérisoires à une toute petite partie des soins (effectués par les médecins ou les infirmières exclusivement!), mais couvrent intégralement des prix de journée forfaitaires pour toute une catégorie d'assurés. Il en résulte que la solution la meilleure marché, collectivement parlant, devient un luxe pour les patients, et spécialement pour cette population âgée et modeste, en l'absence de compensation . . . En moyenne 41 % des frais de maintien à domicile reviennent aux patients, contre 12 % des frais d'institutionnalisation.

La cinquième partie est orientée vers l'avenir: l'augmentation de la population âgée, inéluctable, risque de signifier une croissance sans précédent des hôpitaux et de la proportion de la population vouée à soigner l'autre. Pour échapper à ce scénario infernal, il faut développer des alternatives comme l'hospitalisation à domicile qui concilie l'intégration des personnes âgées et les économies pour la collectivité.

Dans cette foule de renseignements intéressants, j'aimerais revenir sur quelques points ou quelques enjeux dont je regrette qu'ils n'aient pas été abordés davantage, mais peut-être n'est-ce que partie remise? Cette recherche est centrée sur le CLSAD qui réussit là une opération de promotion intelligente et probablement nécessaire. Cet établissement réussit bien à convaincre de son utilité, de la pertinence et de l'importance majeure des services qu'il rend. Mais un chapitre de son fonctionnement reste dans la pénombre: quelle place les infirmières ont-elles réellement dans les soins infirmiers à domicile? Quelle est leur réelle autonomie face aux patients qu'elles prennent en charge et face au corps médical prescripteur? La question me semble d'importance: de tous les côtés on constate que les infirmières sont insatisfaites de leurs

conditions de travail à l'hôpital. Est-ce que le CLSAD, ou les organismes similaires, sont une réelle alternative pour elles? Leur permettent-ils un véritable épanouissement de leurs capacités et projets professionnels, ou bien leur apportent-ils – ce qui serait déjà appréciable – un simple aménagement des conditions de travail (rythmes, horaires ...) ? A quelles conditions ces organismes-là seront-ils vraiment capables de retenir durablement et valablement la population infirmière la plus exigeante et la plus motivée pour son travail? Quand on sait l'attrait des formations d'infirmières en santé publique, ces questions sont urgentes. Au demeurant, on trouve dans ce livre quelques éléments qui font penser que la division du travail en dehors de l'hôpital n'est pas toujours évidente: dans la présentation du CLSAD, on devine (pages 47–48) que les partages de compétences et de décisions entre infirmières et personnel "non professionnel" ne coulent pas de source, que les contacts médecins-infirmières (essentiellement téléphoniques!) sont plutôt lâches . . . mais aussi (page 50) que "le personnel très jeune s'adapte plutôt moins bien aux conditions de travail extra-hospitalier qu'il idéalise à l'avance". Dans un article d'un ouvrage de la même collection, K. Ley¹ analyse la situation des soignantes, par exemple, et note que "en définitive, les prestations centrées sur le contact direct avec les personnes risquent de dégénérer et d'être rééguées au terme d'une longue chaîne de consignes hiérarchisées." La situation de l'infirmière à domicile est-elle une confirmation ou une exception réelle à ce constat général . . . ?

Ce livre, et c'est l'un de ses mérites principaux, illustre bien l'artificialité et l'incohérence – par rapport aux besoins des patients – du système de fixation des prix et du subventionnement des différentes prestations. Il le fait parfois avec une naïveté (feinte?) "telles qu'elles sont actuellement les caisses maladie ne seraient pas sociales . . ." (sic) (je souligne), page 246, ou page 250: "les caisses maladie ont donc plutôt tendance à prendre en charge les frais pour la 'réparation de la santé dégradée' que pour la prévention ou le confort physique" . . . Peut-être que la méconnaissance générale du système de santé et d'assurances rend nécessaires ces affirmations élémentaires . . . mais si on ne peut qu'être d'accord avec le constat chiffré et étayé qu'il propose des différences de coûts entre hospitalisation et maintien à domicile, deux remarques s'imposent:

- l'évaluation du prix du maintien à domicile ne tient pas compte, dans les chiffres, du travail ménager ou des soins prodigues par l'entourage (essentiellement des femmes: conjointes, compagnes ou filles . . .). Certes, à plusieurs reprises, ce livre insiste sur le dévouement de cet entourage, dont l'accord est une condition importante au maintien à domicile et qui y trouverait, en termes d'amour et de sens retrouvé à la vie, une gratification évidente. Mais ne pourrait-on pas envisager aussi une prise en charge des frais, voire une rétribution d'une partie des activités domestiques de l'entourage fortement sollicité . . . ou une meilleure décharge de ceux-ci par une série de professionnels des soins généraux ou du travail ménager, dont les services sont assez peu "utilisés", selon l'enquête du CLSAD? En d'autres termes, il faudrait déterminer dans quelle mesure l'économie que représentent les soins à domicile se fait par transfert de charges (frais, mais surtout surcroît de travail) sur les épaules des membres de l'entourage . . . et envisager un contre-transfert en compensation.

1) LEY, K. (1982), *La féminitude, une profession, Assister, éduquer, soigner* (Fragnière, J. P. & Vuille, M.) (Réalités sociales, Lausanne).

- La même remarque peut être faite plus globalement. Le souci de faire faire des économies à notre système de santé "malade" est probablement justifié et urgent. Mais la place faite ici à cette préoccupation me gêne quelque peu; j'aimerais la voir reléguée à l'arrière-plan, pour des raisons bien simples et exposées aussi dans ce livre. On y apprend que la population du CLSAD se recrute dans les couches défavorisées de la population (chap 2), on y rappelle que "à tous les âges, la pauvreté est accompagnée d'un large tribut à l'institutionnalisation" (page 219). D'autres recherches, notamment celles de Chauvenet,² ont montré une corrélation entre le prestige d'une filière de soins et l'origine sociale de ses utilisateurs. Et par son analyse du CLSAD, ce livre confirme ou illustre le même phénomène. Alors, quels que soient les avantages — incontestables — du maintien à domicile, ne pourrait-on pas mettre l'accent sur la nécessaire redistribution économique (: il faudrait améliorer et diversifier, cela coûtera cher, les prestations offertes à domicile) plus que sur les économies du système global?

En introduction, les auteurs rappelaient que les ancêtres de nos hôpitaux modernes accueillaient une population marginale et pauvre, bien avant de songer à la soigner. Ce sont ceux-là qu'on voudrait actuellement maintenir ou renvoyer chez eux, au nom de l'efficacité des soins et des économies urgentes, au nom aussi de l'humanisation. La question est posée: comment faire pour que cela ne se paye

- ni d'une déqualification professionnelle des infirmières à domicile
- ni d'un transfert de charges de la collectivité à l'entourage du malade
- ni d'une économie sur le dos des plus défavorisés au profit de la médecine de pointe: hautement spécialisée et visant une clientèle plus jeune et plus aisée.

2) CHAUVENET, A. (1978), "Médecines au choix, médecine de classes"
(PUF, Paris)

Production de l'école – production de la société.
Analyse socio-historique de quelques moments décisifs
de l'évolution scolaire en Occident.

André Petitat

Droz, Genève, 1982, 540 p. Prix : Fr. 80.—

*Prof. G. Busino, Faculté des Sciences Sociales et Politiques,
Université de Lausanne, 19, Av. Vinet, 1004 Lausanne.*

UNE SOCIOLOGIE HISTORIQUE DES SYSTEMES SCOLAIRES.

Un exemple de recherche historico-sociologique se tenant loin des sociologies de l'intérêt et de l'individualisme méthodologique est le livre d'André Petitat, *Production de l'école – production de la société*. Il s'agit d'un travail très important, qu'il vaut la peine d'analyser minutieusement.

A une époque où l'avachissement et la bureaucratisation de la vie intellectuelle poussent un peu tout le monde à remplacer les difficultés et les contraintes de la connaissance par les bavardages radio-télévisuels, ou par les autres caquetages et empirismes si chers à une société du spectacle et du simulacre, — André Petitat, un enfant de mai 1968, délibérément, et avec une opiniâtreté et une ténacité inébranlables, a choisi la voie difficile, pour parcourir laquelle, on le sait bien, il est très inconfortable et fâcheux, selon la belle formule d'Alain Touraine, de chauffer les "chaussons chanoinesques", par ailleurs si commodes pour mettre "le refus de l'ordre établi au service de ses petits priviléges personnels et de sa propre irresponsabilité", pour métamorphoser les jeux de mots les plus insignifiants en une soi-disante sociologie critique.

André Petitat a choisi une voie difficile, très difficile, car accidentée, peu fréquentée, et le long de laquelle beaucoup — avant lui — ont trébuché, se sont arrêtés, découragés, fatigués, affligés surtout par l'isolement intellectuel. Monsieur Petitat l'a arpentée cette voie avec une sorte d'aisance altière, en défiant les modes culturelles, les chapelles universitaires, les accommodements pour la réussite carriériste, ne craignant jamais la solitude, en faisant courageusement l'autocritique de ses propres écrits antérieurs, sans d'autres objectifs que ceux d'achever et de peaufiner un travail de longue haleine, la thèse. Il a ainsi montré du courage, de la persévérance, de la franchise, mais il nous a en même temps révélé ses multiples talents de chercheur, son aptitude de théoricien de qualité, son aisance à passer de l'analyse ponctuelle à la synthèse et aux généralisations.

Cette thèse n'est pas seulement une bonne thèse (selon le toujours pudique ou réticent langage universitaire), une thèse d'une exceptionnelle qualité par l'étendue des connaissances, par les solides compétences affichées en des domaines divers (l'histoire, les sciences de l'éducation, la sociologie), par la clarté stylistique, par la démarche qui arrive — constamment — à être démonstrative malgré la variété, temporelle et géographique, des matériaux utilisés. Cette thèse est surtout une grande et belle leçon d'ouverture, de rigueur dans la confrontation des idées, une contribution remarquable à

l'élaboration de la nouvelle sociologie de l'éducation, voire de la sociologie historique. Disons pour faire court, que Petitat nous a donné une véritable thèse, une de celles qu'autrefois les "mandarins" qualifiaient de "riche, pertinente, nouvelle, opportunément venue"; une de celles qui ouvrait, sans trop d'intrigues ni de cajoleries, les voies de la carrière universitaire. En sera-t-il de même pour lui? Je le souhaite, pour le développement de la nouvelle sociologie de l'éducation en Suisse, pour la vraie et bonne recherche dans les universités de notre pays.

J'ai dit que cette thèse offre une grande leçon d'ouverture. Elle est admirablement écrite et se lit sans difficulté, malgré la densité et la subtilité du discours. Son infrastructure historique est passionnante et nourrit la thèse centrale de manière très convaincante. Elle rompt avec une "tradition", sort de la "situation paradigmatische" habituelle.

Quelle était la situation de la sociologie de l'éducation en Europe, notamment en Suisse, après les travaux de Bernstein et la publication, en 1970, de *La reproduction*? Dit-on couramment aujourd'hui: une situation tragiquement affligeante pour les sociologues, et bien entendu assez démoralisante pour les gens d'école. Or, en schématisant un peu, il y avait, au centre, l'Ecole de Bourdieu. Elle avait remis à l'honneur l'analyse macrosociale des systèmes d'enseignement, mais ceux-ci demeuraient forcément assujettis à la structure sociale, aux lois de stratification qui régissent les sociétés de classe. En somme, l'école était le reflet de la société. A la domination sociale correspondait la domination éducative. Dès lors la seule logique générale des systèmes d'enseignement était de reproduire les rapports de pouvoirs, les ordres existants. Cette induction fonctionnelle, foncièrement a-historique et transculturelle, fait négliger comment les systèmes d'enseignement s'emboîtent dans l'organisation sociale, elle ne fait aucun cas des mécanismes permettant l'enchâssement de l'école à la société, et surtout elle masque des faits importants: tout d'abord les processus consentent à un groupe ou à une classe sociale d'exercer et de maintenir sa domination, ensuite pourquoi les rapports de pouvoirs sont transformés par l'école en domination symbolique. Enfin si toute transmission culturelle est arbitraire, si elle est violence symbolique, qu'est-ce qui la rend nécessaire? Dans ce paradigme, il n'est pas nécessaire de dévoiler les conditions sociales d'apparition des systèmes d'enseignement. Les différences de structures des systèmes particuliers deviennent des choix fonctionnels, donc des variables négligeables, tout au plus bonnes à supposer de quelle manière la logique générale de l'action pédagogique s'est déployée dans le temps. La lutte pour le contrôle de la politique de l'enseignement et de l'enseignement lui-même est inutile.

Les classes sociales ne peuvent que rester passives dans cette admirable mécanique, intemporelle, immuable, indiscutable.

A la droite de l'Ecole de Bourdieu se plaçait le multiforme fonctionnalisme. Nous lui devons les descriptions les plus raffinées du fonctionnement des institutions scolaires. Quant aux questions de savoir qui, quand, comment, où et dans quelles conditions, s'assure-t-il le contrôle de l'enseignement, les fonctionnalismes s'en méfiaient. Ce courant, c'est vrai, n'a jamais vénétré le déterminisme école-société; il a reconnu l'importance des tensions entre le système d'enseignement et la structure sociale, et pourtant il n'a jamais su expliquer comment l'instruction scolaire fonctionne réellement par rapport à toutes les autres institutions de la société, et pourquoi tel et pas tel autre modèle de rapports caractérise un système d'enseignement particulier dans une société donnée à un moment historique précis. Le fonctionnalisme, lui

aussi, ne donne aucune indication sur l'origine et la formation des institutions et des structures sociales. Par ailleurs, il ne peut pas différencier les acteurs et les institutions les uns par rapport aux autres, avec le résultat qu'il nous est absolument impossible de dire dans quelle condition un groupe social parvient à exploiter ou à maîtriser les tensions du système et surtout il nous est impossible d'identifier les groupes dont l'action est déterminante, voire hégémonique.

A la gauche de l'Ecole de Bourdieu, nous avions la sociologie d'inspiration marxiste. Malgré les efforts louables d'un Althusser et surtout d'un Poullantzas, ici dominait la théorie de la correspondance: correspondance, corrélation, complémentarité entre l'école et les formes du capitalisme. Dans ces conditions la sociologie de l'éducation devient sociologie politique, sans pour autant que nos connaissances en soient accrues. Aucune explication sur les causes de cette complémentarité, rien non plus sur le pourquoi des fluctuations de la complémentarité et sur comment la corrélation arrive à subsister constamment entre le système d'enseignement et les institutions du capitalisme. Nous sommes renvoyés aux rapports sociaux tels qu'ils sont organisés par le mode de production, mais celui-ci ne s'explique que par le type d'organisation sociale lui-même. Bref, la clôture. Cette sociologie d'inspiration marxiste n'a même pas pu élaborer une théorie de l'incidence des facteurs matériels sur l'évolution de l'enseignement dans des conditions variables. C'est grave! Pourquoi dans le même mode de production, autant de différences entre le système d'enseignement genevois et celui, par exemple, du pays de Vaud? Impossible de répondre. La surdétermination marxiste agence les parties constituantes d'une formation sociale en un modèle qui, de toute manière, est toujours fonctionnel pour le mode de production capitaliste.

Dans les trois cas de figure, les résultats ultimes sont pareils; chez Bourdieu le pessimisme stérile, chez les fonctionnalistes l'acquiescement à ce qui est déjà; chez les marxistes la fuite dans la lutte anticapitaliste. Partout la reproduction, la réification de la dynamique de la perpétuation.

A l'analyse de ces théories générales, Petitat aurait pu ajouter un survol sur la théorie générale des systèmes, sur la cybernétique et sur la théorie de l'échange. Ces théories, certes abstraites, formelles, sélectives, ont toutefois des grands mérites. La théorie générale des systèmes a introduit en sociologie de l'éducation le concept de morphogenèse, tandis que celle de l'échange nous a révélé le type d'interaction qui alimente et gouverne au cours du temps l'élaboration des structures d'enseignement, et surtout comment ces structures interagissent dans une société donnée. On pourrait aussi se demander pourquoi pas un seul paragraphe de cette grosse thèse n'a été consacré à l'interactionnisme symbolique, à l'ethnométhodologie et surtout aux récents développements du néo-weberisme. Ces doctrines ont pourtant joué un rôle très actif dans la mise en crise des sociologies de l'éducation jusqu'ici dominantes dans les universités, et notamment des théories de la reproduction.

A propos de celles-ci, Petitat me paraît faire preuve d'ambiguïté et de perplexité: tantôt il parle de l'axiomatique de la reproduction comme du seul outil pour démythifier la théorie du don, pour montrer la nature proprement sociale de la valeur scolaire, pour déceler les modes souterrains d'élimination, les fictions de l'école homogène et les déterminants sociaux de l'échec scolaire; tantôt il accuse cette même axiomatique de la reproduction d'occultez la dynamique sociale, d'aboutir à une dénégation des exigences de diffusion du savoir socialement nécessaire, de faire de l'école un appareil pour réaliser la fonction de reproduction, donc de perpétuation. Monsieur Petitat devient catégorique lorsqu'il doit opposer à la théorie de la reproduction le fait que

l'école n'est ni un sous-système ni un appareil dont les seules fonctions seraient de reproduire ce qui est. Pourtant cette partie de la thèse ne donne aucune réponse nette à la question du rôle actuel du système d'enseignement (production/ reproduction), ni ne propose de classification de ce qui est reproduit ou changé. Il ne suffit pas d'élever le niveau d'abstraction pour retrouver des invariantes et échapper ainsi à l'évidence de la non-reproduction.

L'interaction entre l'enseignement et les autres parties de la structure sociale impose — assurément — des restrictions aux projets subjectifs ou réalisés par des groupes sociaux. Toutefois l'instabilité interne des structures institutionnelles peut ouvrir des possibilités d'action. Dès lors l'action sociale peut être infléchie ou aménagée par les idées des agents sociaux ou des acteurs historiques. Le présent n'est pas coupé du passé. L'état actuel est inscrit, donc, dans la genèse. L'école contribue à la formation et à la transformation des groupes sociaux et des structures sociales, en produisant et reproduisant les hiérarchies, les ordres socio-professionnels et socio-culturels, grâce essentiellement aux mécanismes de sélection-hiéarchisation des contenus et des publics scolaires. Le noyau dur de cette argumentation est constitué par l'étude des grandes divisions structurelles des contenus symboliques scolarisés. Petitat s'est efforcé de rapporter — parfois très partiellement — cette sélection-structuration des contenus scolaires à l'évolution des conditions générales et aux relations de force entre les classes sociales. Il est certain qu'une telle approche risque de troubler un sociologue marxiste. Quoiqu'il en soit, il a mis le doigt sur l'insuffisance de l'explication par le seul recours aux conflits entre les groupes sociaux ou les classes sociales. En effet, il a bien vu que les conflits n'expliquent pas tout, et surtout par pourquoi nous sommes passés d'une scolarisation quasi nulle d'il y a environ cent ans à la situation d'aujourd'hui.

M. Petitat a vu, très perspicacement, qu'il s'agit là d'un point crucial. Ni la création des premières écoles d'ingénieurs, ni la modernisation du secondaire au XIXe siècle ne sont guère réductibles aux conflits sociaux. Ceux-ci permettent de comprendre le sens et la forme conférés à la sélection-structuration des symboliques scolarisées, mais les conflits ne sont pas nécessairement producteurs d'institutionnalisations nouvelles. Ils font émerger, tout au plus, contre la domination et le compromis, des perspectives plus larges que celles engendrées par l'évolution générale de la structuration sociale. Petitat aurait pu étoffer davantage cette démonstration en analysant plus longuement cet extraordinaire plan éducatif proposé, entre 1580 et 1630, par la *Ratio studiorum* des Jésuites. De même, il aurait dû faire pour le système d'enseignement naissant de la France révolutionnaire, à laquelle D. Julia a consacré une très belle enquête: *Les trois couleurs du tableau noir: la Révolution*, laquelle va dans le même sens que ce travail.

Cette thèse fait très bien comprendre comment le savoir dispensé par l'enseignement et les programmes scolaires gicle toujours d'un corpus plus vaste d'idées, d'idéologies et de croyances. Mais cette thèse, il me semble, n'explique pas de manière tout à fait convaincante quelles fractions de ces idées, de ces idéologies, de ces croyances, arrivent à constituer le savoir dispensé par l'enseignement; comment elles sont incluses dans les programmes, les manuels, les leçons, les questions d'examens, les mémoires, etc., etc. J'aurais aimé apprendre comment certains aspects de la culture globale s'institutionnalisent concrètement sous la forme des savoirs dispensés par l'école. Par quels moyens, de quelle manière, pour quelles raisons cela arrive-t-il? Imaginons qu'une classe sociale détienne le contrôle de l'enseignement, supposons qu'elle puisse prescrire, dans les détails, les contenus de l'enseignement, est-ce que ce dernier

sera vraiment le plus apte, le plus approprié à promouvoir les intérêts de la classe sociale en question? Petitat a démontré qu'aucun groupe social n'est capable de définir ses véritables intérêts objectifs, mais il laisse entendre aussi que le même groupe doit disposer, néanmoins, d'une série d'idées pour légitimer sa domination sur l'enseignement. Axera-t-il les programmes scolaires sur le seul type de savoir servant le mieux ses intérêts? Y a-t-il des liens entre les savoirs et les intérêts; d'où viennent-ils, les facteurs qui orientent les jugements? Petitat ne répond pas à ces questions? Permettez-moi d'ajouter encore une remarque à propos des contenus différents que notre auteur donne dans des contextes discursifs forts divers, au concept de culture. Je me borne à l'énoncer sous la forme d'une question: est-ce que le savoir, surtout le savoir scolaire, peut se réduire à son seul contenu symbolique? N'est-il aussi, je dirais surtout principe d'opération et de manipulation? Dans ce cas, l'école sélectionne sans vraiment sélectionner, divise sans effectivement diviser, mieux: elle divise parce que — dans nos sociétés — n'importe quelle différence est dotée aussitôt d'une valeur sociale autre, et en tant que telle la même est instituée comme enjeu de conflits. Ceci m'amène de plein droit à la conclusion. Petitat dit que le savoir social, quel que soit le mode de production, est la condition nécessaire à la fois de la production de la société et de la reproduction des rapports sociaux. Pourrait-il, ce savoir, cesser d'être enjeux de lutte, de domination? Je crois qu'à cette question Petitat répond: il faut individualiser l'apprentissage scolaire, éliminer de la relation pédagogique toute connexion d'autorité. Il dit qu'il faut laisser l'élève sélectionner les contenus, les démarches éducatives, qu'il faut éloigner l'école du marché du travail, qu'il faut autonomiser davantage les institutions scolaires surtout par rapport aux structures sociales.

Cette réponse me paraît peu convaincante. Elle n'est pas étayée d'une argumentation inébranlable; elle n'a pas été bien greffée à l'évolution probable des systèmes scolaires occidentaux. Aujourd'hui la scolarisation est en train de devenir le mode de socialisation dominant de nos sociétés. Le développement de pratiques complexes de production et d'effectuation impose l'usage croissant de savoirs rationnels complexes. Cela a transformé la nature de l'apprentissage scolaire: aux connaissances d'antan capables de réaliser de façon autonome leur efficacité opératoire, succèdent à présent des connaissances très intégrées, dans lesquelles la maîtrise des relations opératoires fondamentales se mélange et se confond avec la maîtrise des langages où ses relations s'expriment. Doit-on réservier cela à l'école? Faut-il accepter sans autre la scolarisation comme le mode de socialisation dominant de nos sociétés?

Sans mettre en doute la pesée des savoirs dans les mécanismes de production de la société et de l'école, que doit-on penser du mode actuel de diffusion de ces savoirs par l'entremise des systèmes d'enseignement? Comment faut-il se situer par rapport à la problématique de la descolarisation, de moins de socialisation par le biais de la scolarisation?

Toutes ces questions restent sans réponses, et pourtant cette thèse montre bien, à partir d'un objet concret, pourquoi les pratiques sociales sont irréductibles à la "pure" raison et aux schémas de l'"homo sociologicus" et du rationalisme méthodologique.

Pour terminer, je fais encore une remarque: les concepts de production et de reproduction ont des usages, en sociologie, très flous, même lorsqu'ils sont appliqués à une formation économico-sociale et à un mode de production. Quant à leurs emplois analogiques et métaphoriques (par ex. Y. Barel, *La reproduction sociale. Systèmes vivants, invariance et changement*), nous savons qu'ils ne donnent lieu qu'à des contresens ou à des observations futiles, telles que celles dénoncées à raison

par G. Vignaux et ses collaborateurs dans *Discours biologique et ordre social*. Petitat utilise production/reproduction tantôt dans le sens de genèse/structure, tantôt dans le sens de changement/permanence, mais toujours dans une perspective piagetienne. C'est bien pour cette raison qu'il fait de l'école un "sujet", interagissant avec d'autres sujets, élaborant et opposant des stratégies à d'autres stratégies. Une telle option est, certes, recevable, mais provisoirement. La fragilité conceptuelle de la sociologie ne doit pas nous faire oublier l'urgence d'en reviser toutes les notions.

Espérons que ce beau livre, novateur et original, ouvrant de belles perspectives à la sociologie historique, poussera les jeunes chercheurs à s'engager dans des directions de recherches moins coûteuses, mais assurément plus profitables à l'avancement des sciences humaines.

